

Proposition pour la mise en place d'un Fonds européen des brevets

1- Une économie de la connaissance en transformation profonde

L'économie de la propriété intellectuelle subit des **modifications profondes** et **la dimension nationale n'est plus aujourd'hui la seule pertinente**, y compris pour de grands Etats tels que les Etats-Unis ou la Chine qui intègrent systématiquement l'échelle mondiale dans leur stratégie de développement de marchés de la propriété intellectuelle.

Plusieurs phénomènes concourent à cette transformation :

i) **la croissance spectaculaire de l'activité inventive**. Ainsi entre 1991 et 2008 :

- les dépenses en R&D des entreprises ont plus que doublé dans le monde passant d'environ 230 milliards d'€ à environ 440 milliards d'€;
- le nombre de dépôts de brevets dans le monde est passé d'un à deux millions. Dans les pays de l'OCDE, alors que la R&D y a crû de 70 %, le nombre des brevets déposés par des inventeurs résidant dans ces pays a crû de 110 % : ainsi le nombre de brevets par unité de R&D y a augmenté de 25 % environ ;
- le nombre de brevets chinois a quintuplé en moins d'une décennie (250.000 brevets dont 150.000 d'origine nationale en 2007 contre 50.000 dont une très faible part nationale en 2000) ;
- le financement de start-ups se fonde pour une part qui s'est largement accrue sur les droits de propriété intellectuelle (et notamment des brevets).

ii) **Les transformations qui affectent les processus d'innovation industrielle** : la plupart des technologies et des innovations reposent désormais sur des ensembles de brevets et non plus sur une seule invention ; la diffusion mondiale du savoir et de la recherche conduisent les grandes entreprises à devenir des assembleurs et à se fournir davantage auprès des multiples « producteurs d'inventions ». Parallèlement, les entreprises se doivent de consolider leur liberté d'exploitation au travers de grappes de brevets et non plus à partir d'un petit nombre de brevets majeurs.

Ces différentes évolutions impliquent une augmentation de la circulation du savoir entre des entités séparées : entre des organismes publics de recherche et des entreprises, entre les grands groupes et les start-up. Les flux de « balance des paiements technologiques » représentaient en 2008 environ 0,8 % du PIB pour les pays de l'OCDE, contre 0,4 % seulement en 1997, soit des flux mondiaux d'environ 85 milliards d'euros.

Ces évolutions se produisent **en laissant à l'écart une partie des acteurs essentiels de l'innovation** qui n'ont pas les moyens financiers et humains d'accéder aux divers dispositifs qui se sont mis en place (PME innovantes) ou ne s'en sont pas dotés (certaines universités, écoles et organismes de recherche publique). L'économie européenne paraît, à cet égard, pénalisée par son retard dans le domaine de l'organisation des échanges, où les trois-quarts des intermédiaires en brevets sont localisés aux Etats-Unis.

Les brevets deviennent ainsi des actifs à part entière qui font l'objet d'échanges et d'investissements, et l'on assiste à l'apparition **de nouveaux acteurs et de nouveaux outils** : fonds d'investissement (aux Etats-Unis, le fonds Intellectual Venture réunit 5 Mds\$ et a

acquis 30 000 familles de brevets ; au Japon, le fonds Innovation Network Corp of Japan a été créé avec 1 Md \$; en Corée un fonds se met en place avec 350 M\$), places de marché, ventes aux enchères, outils de cotation, sociétés financières.

En réponse à ces évolutions, la France a récemment mis en place un fonds d'investissement, France brevets, doté d'un capital de 100 M€ (50 M€ Etat/50 M€ Caisse des dépôts et consignations). Il a pour objectif d'améliorer les conditions d'exploitation de la propriété intellectuelle des universités, écoles et organismes de recherche, ainsi que des entreprises françaises, par l'exploitation de grappes de brevets et la définition de stratégies de valorisation favorisant la transversalité entre la gestion des brevets publics et privés.

2- L'opportunité d'un fonds européen des brevets

Les discussions autour de l'initiative phare « Une Union de l'innovation » offrent l'occasion de renforcer les bases d'une économie de la propriété intellectuelle.

Dans ce contexte, la Commission européenne a lancé au premier semestre 2010 un appel d'offres pour une étude sur la création d'un marché financier européen des brevets dont les résultats seront connus au premier semestre 2011. En outre, un groupe de travail réunissant la Caisse des dépôts et consignations (CDC) la Banque Européenne d'Investissement (BEI), la KfW (Allemagne), la Cassa di depositi (Italie), Innovationsbrön (Suède), Veraventure (Finlande), CDTI (Espagne) s'est constitué en juin 2010 pour poser les jalons d'un fonds européen des brevets.

La création d'un fonds européen des brevets à la dimension du marché international semble, en effet, à même de donner un essor considérable au développement de l'économie de l'innovation en Europe.

La mise en place de tels fonds d'investissements dans la propriété intellectuelle constitue pour l'économie de la connaissance le même facteur d'accélération que les fonds de capital risque pour la création d'entreprises. Ils permettent d'apporter aux laboratoires de recherche une **valorisation rapide de leurs inventions**, de **regrouper des brevets en grappe technologiques** et de **mettre largement à la disposition des entreprises** (licences non exclusives par exemple) **les droits de propriétés ainsi réunis**. Un tel dispositif permettrait d'ouvrir plus largement l'accès aux échanges de brevets aux PME, qui en sont actuellement écartées, de soutenir le développement des innovations et potentiellement d'accroître les incitations à la production de propriété intellectuelle par les universités, écoles et organismes de recherche.

Comme les portefeuilles de brevets peuvent donner lieu à des coopérations ponctuelles qui augmentent la valeur des éléments de chacun, et que le projet existant dans le cadre de la France n'épuise pas par sa taille le marché potentiel, le projet d'un fonds européen ne serait pas exclusif des projets nationaux ou des initiatives privées dans le même domaine mais bien complémentaire.

Il convient également de considérer que si une initiative de cette importance n'est pas rapidement prise en Europe, les fonds d'investissements qui ont été créés ou qui sont en projet dans les autres économies, développeront leurs acquisitions de brevets en Europe, sans que puissent être contrôlées leur destination et leur utilisation.

Un gage de succès de ce fonds européen des brevets réside dans la mise en place concomitante d'un réel écosystème de la propriété intellectuelle.

L'absence d'opérateurs sur certains segments essentiels du marché peut freiner ou empêcher l'offre de certaines fonctions pourtant indispensables à l'essor de l'économie de la connaissance et des inventions (base de données, cotation, gestion de portefeuilles...). Il sera donc également nécessaire de mettre en place des dispositifs qui aient pour objectif de soutenir leur naissance et leur développement.

En outre, la **plus grande transparence doit être instaurée** dès le départ pour les opérateurs intervenant sur ce marché nouveau :

- le développement des méthodes de cotation harmonisées au niveau européen est hautement souhaitable
- la création de référentiels communs sur les transactions portant sur les brevets permettrait d'améliorer le marché des transactions

Les pouvoirs publics se doivent d'imposer une grande rigueur dans les méthodes d'évaluation utilisées et une indépendance absolue de ces agences de cotation à l'égard des organismes financiers susceptibles d'intervenir sur les marchés. L'expérience des agences de notation financières doit, en effet, inciter les pouvoirs publics à une grande attention dans ce domaine. Ainsi, au moment où se développent des marchés et opérateurs de types nouveaux, la mise en place de moyens de surveillance de ces sociétés de cotation avec la définition de normes de transparence pour ces sociétés dès le démarrage permettra de contenir les désordres potentiels qui ont été constatés sur les marchés financiers.

3- Proposition de fonctionnement d'un fonds européen des brevets

Le fonds européen des brevets pourrait constituer un large portefeuille de droits de propriété intellectuelle sur les brevets des universités, organismes de recherche ainsi que des entreprises privées (l'objectif est d'au moins 10 000 familles de brevets). Il permettrait de valoriser les brevets en les réunissant en grappes technologiques pour licencier ces grappes en direction prioritaire des entreprises européennes, et notamment des PME innovantes. Les redevances tirées de ces licences seraient reversées aux organismes de recherche publics et privés, après rémunération des fonds propres engagés par le fonds.

Le fonds procéderait à l'acquisition des droits de propriété intellectuelle :

- auprès des universités, des écoles, des centres hospitaliers universitaires, des organismes publics de recherche qui y verraient un intérêt, en liaison avec leurs sociétés de valorisation ;
- auprès des entreprises innovantes notamment au sein des clusters et pôles de compétitivité, de PME et entreprises de taille intermédiaire qui y verraient un intérêt ;
- sur le marché international, notamment pour compléter des grappes technologiques.

Le fonds licencierait les grappes de brevets constituées :

- vers les entreprises européennes qui en ont besoin pour compléter les bases de leur innovation ou pour leur garantir une liberté d'exploitation.
- vers les économies avec lesquelles l'Europe développe des liens de coopération et de partenariat.

Il pourrait agir en partenariat avec d'autres détenteurs de portefeuilles de brevets dès lors que des relations d'échange mutuel seraient établies.

Le fonds pourrait mettre en œuvre une diversité des moyens juridiques et financiers pour l'acquisition des droits de propriété industrielle : licence avec droit de sous licenciement ou achat de brevets, et toutes les formules intermédiaires.

Compte tenu de l'ampleur de la recherche européenne, de la taille du marché mondial des brevets, et des premières initiatives existantes, et bien que des études précises n'aient pas encore été conduites, un tel fonds pourrait s'élever, dans un premier temps, à environ un milliard € dont une partie proviendrait du budget de l'UE.

Le fonds devrait être une structure légère d'investissements qui n'a pas vocation à internaliser les compétences techniques nécessaires pour la valorisation, mais qui a la capacité de faire appel aux meilleurs spécialistes des différentes étapes de la chaîne de la valorisation.

Le fonds pourrait s'appuyer sur les sociétés de valorisation des universités et des organismes publics de recherche, ou sur l'expertise des pôles de compétitivité, de même qu'il peut recourir à des sociétés de conseil.

Il conviendra toutefois d'accorder une attention particulière aux conditions dans lesquelles un tel fonds pourrait être créé :

- il faut veiller à ce que ce fonds ne conduise pas à développer un marché spéculatif de la propriété intellectuelle, qui ne serait pas favorable à l'innovation et au transfert de technologie, et donc au développement d'une économie de la connaissance,
- il est également nécessaire de fiabiliser les instruments de cotation de la valeur des brevets et de s'assurer de la qualité des experts intermédiaires des échanges entre acteurs. Ces deux paramètres sont essentiels à la réussite du projet.

4- Retombées pour la recherche publique et les PME

Les enjeux de la participation de la recherche européenne à cette nouvelle économie de diffusion des résultats de la recherche sont considérables, car il s'agit pour elle d'être reconnue comme une source majeure d'inventions.

Actuellement les principaux modes de valorisation des résultats de la recherche pratiqués par les Universités sont principalement des contrats de partenariat avec les entreprises et la création de start up qui se sont renforcées avec succès ces dernières années.

La naissance d'une économie des échanges et de la diffusion des inventions ouvre une nouvelle voie aux Universités. Encore peu développée, notamment en Europe, la pratique de la concession de licences sur les brevets constitue pour les universités et les organismes publics de recherche une opportunité majeure, car elles n'ont par définition pas vocation à exploiter les inventions qu'elles découvrent. En revanche, le transfert se situe au cœur même de leurs missions.

Comme le souligne l'OCDE, le développement de la concession de licences correspond à des objectifs d'intérêt général, puisqu'il accroît la diffusion des technologies. D'un point de vue économique, il diminue les barrières à l'entrée, favorise une division optimale des activités industrielles et facilite l'exploitation d'une technologie à une large échelle. Enfin il constitue une source de revenus et donc de financements pour la recherche.

La concession de licences devient un moyen efficace d'assurer largement la diffusion d'une invention – dès lors qu'elle est effectuée dans des conditions économiques accessibles. Sur le plan des ressources pour la recherche, on peut se référer aux analyses de l'AUTM (association of university technology managers) aux Etats-Unis qui indiquent que les revenus des

universités et des hôpitaux tirés des brevets seraient passés de moins de 200 M\$ en 1990 à plus d'1,5 Mds \$ en 2007.

Concernant les PME et les entreprises de taille intermédiaire, elles recourent de plus en plus fréquemment à des accords de licence et à des acquisitions de brevets, notamment pour celles qui innovent.

Ces entreprises présentent des besoins croissants en matière de propriété industrielle, qui ne trouvent pas toujours de réponse dans le cadre actuel :

- pour les PME à l'origine de brevets, il s'agit de pouvoir les valoriser au mieux alors qu'elles ne disposent pas nécessairement des moyens d'une exploitation interne, et qu'une valorisation externe est difficile puisque les coûts de prospection sont élevés ;
- pour des PME développant de nouveaux services ou produits, il est essentiel d'arriver à obtenir des droits sur les brevets qui protègent la liberté d'exploitation, mais en dehors de quelques organisations de « *pool* » de brevets dans des domaines génériques, il est difficile d'identifier les détenteurs de brevets pertinents et de négocier les droits correspondants. Cet enjeu justifie la mise en place d'outils permettant un accès facilité aux brevets par les PME et ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire).

L'internationalisation du marché des brevets risque à l'avenir de mettre les PME européennes dans une situation plus critique si elles ne parviennent pas à acquérir les droits qui leur sont nécessaires pour développer leurs innovations sans crainte de contentieux et si elles ne trouvent pas les moyens d'opérer les transferts de technologies vers d'autres PME. Le fonds européen doit permettre de faciliter l'accès à cette propriété et dissuader les fonds étrangers, qu'ils soient privés ou souverains, de nuire à la compétitivité des entreprises européennes soit parce qu'ils détiendraient le monopole de la propriété industrielle dans certains des secteurs clés de l'industrie du XXI^{ème} siècle, soit parce qu'ils seraient en mesure de collecter les titres de propriété industrielle disséminés en Europe.

La mise en place d'un dispositif de valorisation des brevets au service des entreprises européennes et de la recherche peut donc être un outil puissant du développement de la compétitivité.